



Chapitre 5 : Classe contre classe. Le football ouvrier en France, extension du domaine de la lutte

« Et quand viendra le Grand Soir, nous bombarderons l'ennemi à coups de ballons » (*Le Socialisme*, 9 novembre 1912).

« Ils sont 15, 20, peut-être plus. Les uns ont la cote bleue de l'ouvrier, les autres le veston luisant aux coudes du petit employé. [...] Que faire avant de rentrer chez le patron s'enfermer jusqu'à sept heures du soir ? Allons au terrain de football. Quatre pierres plates représentent les quatre poteaux de football. On les place là où il faut. Les lignes de touche sont représentées par deux trottoirs et le ballon par une petite balle en caoutchouc. C'est au football-association que l'on joue... » décrit en 1904 un journaliste sportif se penchant sur la pratique du ballon rond à Paris à l'heure du déjeuner[1]. Le jardin des Tuileries est alors le premier terrain de jeu des Parisiens et, en périphérie de la capitale, le bois de Vincennes devient l'espace privilégié des rencontres de football. Les joueurs y transportent sur leurs épaules des buts en bois et, chaque dimanche, « toutes les pelouses se hérissent de poteaux qui délimitent les terrains de jeu, les buts se dressent et le passant non initié s'étonne de cette pousse de pieux dont il ignore l'utilité »[2].

Si le foot n'est pas encore un sport de masse en France à cette époque - en 1906, on dénombre près de 4 000 footballeurs et 270 clubs, soit deux fois moins qu'en Allemagne[3] -, la loi de 1901 sur la liberté d'association dynamise le tissu associatif sportif. Dans un pays en pleine industrialisation, le club de sport propose une structure sociale conviviale et facilement accessible aux travailleurs fraîchement débarqués en ville. Pour l'historien français du football Alfred Wahl, l'émergence de ce sport « annonce une véritable révolution des modes de sociabilité et traduit simultanément un changement de sensibilité : une aspiration nouvelle vers le retour à une forme de vie communautaire, un engagement collectif. La convivialité tissée autour de la pratique du football

s'inscrit dans l'ensemble des phénomènes de la fin du XIXe siècle, caractérisés par un retour vers le sentiment associatif, en réaction contre l'éclatement des communautés traditionnelles et les conséquences de l'urbanisation »[4].

N'ayant pas de terrain fixe et approprié où pratiquer leur sport, les footballeurs sont contraints à un nomadisme permanent et, comme les pubs en Grande-Bretagne, les cafés jouent un rôle de premier plan dans la naissance des clubs. Au début du XXe siècle, dans le département de la Seine, 59 des 140 sièges sociaux de clubs de football sont des cafés, des brasseries, des tavernes ou des débits de vin[5]. La brasserie Mollard, rue Saint-Lazare, devient ainsi un haut lieu de la sociabilité footballistique parisienne, accueillant le Racing Club de France, les White Rovers ou encore le Stade Français[6]. Les troquets servent autant de vestiaire que de lieu de remise du matériel et les joueurs y organisent leurs réunions, les assemblées générales de l'association et les banquets du dimanche après le match, quitte à y noyer dans l'alcool sa défaite, comme le raconte en 1921 le journal Football Association :

« Vous avez loupé un but tout fait, vous avez centré derrière les buts, vous avez fait un hand qui a valu un penalty à votre équipe. Chez le bistrot, moyennant un export-cassis, vous avez tout loisir de vous justifier et d'annihiler par avance les illusions blessantes que les journalistes vous chercheront le lendemain... »[7]

Phobie sociale, valeurs martiales

S'intégrant dans un réseau associatif de plus en plus dense, les clubs de football sont cependant rapidement investis par les institutions sportives bourgeoises laïques et les patronages catholiques qui veulent encadrer les pratiques sportives de la jeunesse. L'Union des sociétés françaises de sports athlétiques (USFSA), fédération nationale omnisports qui tente de contrôler le mouvement sportif hexagonal, voit d'un mauvais œil l'arrivée du football. Dirigée par les très aristocratiques Georges de Saint-Clair et Pierre de Coubertin, la fédération défend bec et ongles l'amateurisme bourgeois et craint, à travers la popularisation du football, l'importation du professionnalisme britannique[8]. Pour tenter de tuer dans l'œuf la généralisation du modèle anglais, l'Union impulse ainsi en 1904 la création de la Fédération internationale de football- association (FIFA), qui sera dans un premier temps boudée par la Football Association anglaise en raison de l'hostilité des Français à l'égard du professionnalisme.

L'amateurisme restrictif de l'USFSA est aussi empreint d'une certaine phobie sociale envers les classes ouvrières. Les statuts de la fédération, établis en juillet 1890, stipulent dans l'article premier :

« Nul ne peut être admis comme membre d'une société faisant partie de l'Union, s'il n'est amateur. Est amateur : toute personne qui n'a jamais pris part à une course publique ouverte à tous venants [sic], ni concouru pour un prix en espèces [...] ou qui ne se livre à aucune profession ouvrière. »

Fondée par Pierre de Coubertin en 1890, La Revue Athlétique dénigre quant à elle la pratique du football par les plus modestes et révèle la conception très aristocratique du *fair play* qui règne au sein de la fédération sportive : « Joué par des mineurs et des ouvriers des grandes usines, gens qui

ne passent pas pour avoir l'esprit chevaleresque, le football devient nécessairement brutal et dangereux, joué par des jeunes gens bien élevés, il reste ce qu'il est, un excellent exercice, d'adresse, d'agilité, de force, de sang-froid auquel on peut se livrer sans se départir des règles de courtoisie. »[9]

L'Église, à travers sa Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPF), concurrente de l'USFSA, devient pour sa part la plus grande promotrice du ballon rond. La fédération catholique organise le 14 avril 1901, à l'hippodrome de Vincennes, son premier tournoi de football et met en place dès 1904 un championnat de France des patronages. En 1912, la FGSPF a déjà sous sa tutelle près de 1 000 équipes de foot, principalement dans la moitié nord du pays[10].

Pour l'USFSA comme pour les patronages catholiques, le football doit s'atteler à fortifier les corps et former le caractère au respect de l'autorité, au courage et à l'endurance. Aux yeux des dirigeants sportifs encore traumatisés par la défaite du pays lors de la guerre franco-prussienne de 1870, le football doit préparer à l'obéissance militaire toute une nouvelle génération de soldats :

« La République, c'est très gentil en politique, mais sur le terrain de football, il n'y a qu'une forme de gouvernement qui soit capable de mener une équipe à la victoire : c'est le césarisme, autrement dit, le pouvoir absolu dans les mains du chef », affirme sans ambages le journal *Tous les Sports* en juillet 1901. Alors que la gymnastique était hégémonique en France jusqu'à la fin du XIXe siècle, l'esprit martial qui imprégnait la discipline se diffuse dans le football. Dans le premier ouvrage français consacré au football-association et édité en 1897, Eugène Fraysse de l'USFSA et le joueur anglais Neville Tunmer décrivent l'équipe comme un escadron militaire aux ordres de son officier : « Les nombreuses qualités que doit posséder un joueur pour remplir convenablement les fonctions de capitaine sont les mêmes requises d'un général ; son équipe est une petite armée qu'il doit savoir commander, instruire et diriger et celle-ci doit avoir une confiance illimitée en lui. [...] Une équipe qui se permet de discuter les ordres et la façon de diriger le jeu de son chef ne fera jamais rien qui vaille. »

Être capitaine « c'est un don de la nature ; on naît bon général, on ne le devient pas et la science du commandement n'est pas donnée à tous »[11]. Dans *Les Jeunes*, le bulletin fédéral de la fédération sportive des patronages catholiques, les articles footballistiques sont également truffés de métaphores guerrières :

« Lorsqu'une armée veut opérer, elle place généralement en tête de colonne ses détachements les plus actifs et les plus mobiles. [...] Dans une équipe bien organisée, les avants sont un peu comme les chasseurs, les éclaireurs de l'armée [...], ce sont eux qui doivent entrer en contact avec l'ennemi - pardon, l'équipe adverse - et par l'ardeur de leur attaque décider de la victoire. »[12]

Alors que l'empire colonial français est en pleine expansion en Asie du Sud-Est et en Afrique, l'anglomanie bourgeoise pour le ballon rond et l'appréhension du football comme une arme moralisatrice et disciplinaire au service des intérêts de la nation se traduisent jusque dans les discours des autorités sportives. En 1894, Pierre de Coubertin résume ainsi les vertus conquérantes attribuées au football : « Si vous êtes plus tard un grand commerçant, un journaliste distingué, un explorateur hardi, un industriel avisé, le comptoir que vous ouvrirez au loin, l'agence de nouvelles que vous établirez, le produit perfectionné que vous lancerez, seront autant de victoires pour la France. Pour ces œuvres-là, il faut être un homme d'initiative, un bon joueur de football, n'ayant pas

peur des coups, toujours agile, de décision rapide, conservant son sang-froid ; il faut (pour traduire cette expression yankee si belle) être self-governed, c'est-à-dire exercer le gouvernement de soi-même. [...] Je voudrais que vous ayez l'ambition de découvrir une Amérique, de coloniser un Tonkin et de prendre un Tombouctou. Le football est l'avant-propos de toutes ces choses. »[13]

Jouer plus pour travailler plus

Si, durant la Grande Guerre, la France paysanne a commencé à découvrir les joies du ballon rond grâce à quelques parties improvisées à l'arrière des lignes de front, l'apparition du mouvement sportif corporatiste après-guerre participe grandement à populariser le football à travers l'Hexagone. Appliquant l'adage d'Henry Ford « Faites faire du sport aux ouvriers. Pendant ce temps, ils ne penseront pas à l'organisation syndicale »[14], les grandes banques possèdent leur propre équipe de foot – tels les Cercles Athlétiques de la Société Générale – de même que les industries. Dans l'automobile, l'Association Sportive Michelin est fondée dès 1911 à Clermont-Ferrand et le Club olympique des usines Renault (COUR) est institué en 1917. Les mines de Drocourt constituent leur équipe en 1921 et la société des Tréfileries et Laminoirs du Havre lance l'Union Sportive des Tréfileries en 1922. Dépassée par l'émergence fulgurante des clubs d'entreprise, la toute jeune Fédération française de football-association (FFFA), fondée en 1919, les autorise à participer aux compétitions nationales à condition de retirer de leur nom la raison sociale de la société[15]. Le groupe stéphanois Casino ayant lancé son club de sport corporatif en 1919, l'Amicale des employés de la Société des magasins Casino (ASC) – dont la couleur verte est celle de la chaîne d'épicerie – doit ainsi modifier en urgence son nom en Amical Sporting Club afin de préserver les initiales ASC de son club... avant de devenir, à partir des années 1960, la légendaire et populaire AS Saint-Étienne.

Grâce aux activités sportives en entreprise, indique Le Bulletin des Usines Renault en janvier 1919, les ouvriers « prennent goût à la lutte franche, deviennent des hommes énergiques ayant l'ambition honorable d'améliorer leur situation et celle de leur famille, c'est-à-dire de produire plus. Celui qui pratique couramment les sports a une tout autre existence que celui qui passe ses heures de liberté au café »[16]. Dans une perspective à la fois hygiéniste et paternaliste, le patronat attend en effet de la pratique du football qu'elle améliore la constitution physique de ses ouvriers dans un objectif de productivité croissante du travail tout en développant l'identification à l'entreprise[17]. « Le sport corporatif est bon pour le développement physique de l'individu mais aussi pour le rapprochement entre employeur et employé », déclare ainsi le président de l'Union Sportive des Tréfileries lors d'une remise de coupe[18]. Fréquemment, la composition des instances dirigeantes du club reproduit la hiérarchie au sein de l'entreprise, le directeur présidant lui-même la structure et investissant dans des infrastructures sportives de qualité.

« Jamais le sport ne s'est développé avec tant de rapidité dans notre région, souligne le journal d'entreprise de Peugeot en 1935. Et ceci grâce à l'esprit de compréhension du devoir social et à la générosité de Messieurs Peugeot, qui virent dans le sport un éducateur physique et moral de la jeunesse. »[19] Les patrons d'usine décèlent également dans le football un instrument pédagogique de la nouvelle organisation industrielle. Sur le terrain de jeu, engagement physique intensif des joueurs et compétition sportive font écho à la taylorisation de la production et à la concurrence économique[20]. L'Effort, le journal au titre évocateur de l'entreprise automobile Berliet, va jusqu'à préciser en 1920 qu'« une usine bien organisée doit être comme une équipe de football [...] où chacun se met de lui-même à la place qui lui convient le mieux, et où il remplit son rôle, avec orgueil, avec joie, de tout son cœur »[21].

Néanmoins, les matchs de football du dimanche organisés par l'usine ponctuent les dures semaines de labeur des travailleurs et deviennent un nouvel espace de sociabilité ouvrière : « Le lundi matin, les discussions, à la tôlerie, ne roulaient que sur les matchs de la veille : commentaires, critiques et espoirs pour le dimanche suivant allaient bon train, témoigne un ouvrier de l'automobile en 1932. La production devait s'en ressentir le lundi mais, à cette époque, ce n'était pas, comme maintenant, une obsession[22] ! » Pratiquant sur les pelouses l'analogie physique et disciplinaire entre sport et travail industriel, les capacités footballistiques des joueurs se transforment en variable de recrutement de jeunes travailleurs. Les cadres des usines Renault utilisent ainsi leur Club olympique de Billancourt (COB) pour embaucher, ainsi que l'explique un menuisier-ébéniste au chômage en mars 1931 : « Je vais au stade du Club olympique de Billancourt, dans l'île Saint-Germain, faire apprécier mes talents de footballeur à l'entraîneur, un nommé Stutler, dit "La Cerise" à cause de son teint coloré. C'est un ancien équipier du Red Star [club de football installé à Saint-Ouen, commune limitrophe de Paris] où je joue depuis trois saisons en junior, en deuxième et maintenant en réserve. Cela m'ennuie de quitter un grand club comme le Red Star mais le "beefsteak" l'emporte car on m'a dit que si j'accepte de jouer au Club olympique de Billancourt, je serai embauché chez Renault. [...] À la fin de l'entraînement, la "Cerise" me laisse entendre que l'essai est concluant. [...] Me voilà donc menuisier chez Renault[23] ! » L'engagement individuel au sein du club d'entreprise et les compétences sportives de chaque ouvrier participent à créer un classement social parallèle au sein de l'usine, voire à favoriser pour les plus performants la mobilité interne. « Je me retrouve dans le fief du football, à la grande usine, à l'atelier de tôlerie, précise l'ouvrier-footballeur de Renault un an et demi après son recrutement. Le patron de ce secteur de fabrication est président de la section football du COB ; tous les joueurs et dirigeants travaillent là. Je suis donc à la tôlerie comme ouvrier spécialisé [...]. Ce travail abrutissant, je vais le faire pendant un an. [...] Je relance sans arrêt mes dirigeants du football pour changer de travail. Je menace de quitter le COB ; et un beau jour, enfin, on m'offre une place au bureau central, comme graphiqueur. Je n'ai aucune idée sur cet emploi. »[24]

Inspiré par son homologue italien de Fiat qui dirige la Juventus de Turin, par la société hollandaise Philips qui a lancé le PSV Eindhoven ou encore par l'industriel chimique allemand Bayer qui a fondé le Bayer Leverkusen, Jean-Pierre Peugeot fonde en 1928 le Football Club de Sochaux. Alors que le groupe automobile entame un plan de rénovation et d'agrandissement de ses usines, la création d'une équipe de football permet à Peugeot de renforcer l'image de l'entreprise tout en mobilisant le personnel pour sa nouvelle stratégie commerciale et industrielle. « Cette équipe aura le devoir d'acquiescer des adeptes à notre cause et de gagner définitivement les foules aux beautés d'un sport qui devient de plus en plus populaire, déclarent à la presse locale les dirigeants du groupe. Elle devra porter bien haut le fanion des automobiles Peugeot à travers la France au cours des rencontres qu'elle aura à disputer avec les meilleures équipes nationales et mieux faire connaître et estimer ce petit coin du Pays de Montbéliard. »[25] La nouvelle équipe doit donc être le miroir de l'entreprise et de ses automobiles. De fait, la presse sportive décrit le FC Sochaux comme une équipe « technique parfaitement réglée », au « jeu classique » et « élégant ». Jean-Pierre Peugeot demande aux joueurs-ouvriers non pas de gagner mais « de toujours bien jouer dans la correction, en donnant des spectacles sportifs de la meilleure qualité »[26]. Dans cette perspective, il lance en 1930 la Coupe Sochaux, réservée aux meilleurs clubs de France, compétition qui acculera les dirigeants sportifs français à instaurer un championnat de France de football professionnel en 1932.

Un nouveau terrain de lutte ?

Grâce à l'intensification des luttes ouvrières, qui se traduisent par la création des grandes centrales syndicales (la CGT est fondée en 1895) et par des grèves massives dans certains secteurs

industriels, la réglementation du travail en France a évolué dès le début du XXe siècle. Considérées comme les plus grandes conquêtes sociales de l'époque, la loi Millerand adoptée en 1900 limitant la journée de travail à onze heures et la loi de 1906 instituant la semaine de six jours favorisent l'essor des pratiques sportives parmi les travailleurs industriels. Néanmoins, l'idéal du sportsman promu par les classes dominantes suscite la méfiance du mouvement ouvrier. Irriguées par l'ouvriérisme comme culture de classe et la grève générale comme pratique de lutte révolutionnaire, les différentes composantes de la gauche ouvrière réproouvent systématiquement tout ce qui se révèle être par essence bourgeois. Accusé de détourner les travailleurs du combat pour leur propre émancipation et d'être l'instrument du capitalisme et du militarisme, le sport est critiqué par la presse contestataire, qui s'en prend particulièrement au football anglais dont les clubs sont décrits comme des « entreprises de spectacle » et des plaques tournantes de la « traite des Blanches »[27]. Plus pragmatiques, les syndicats soulignent quant à eux que les travailleurs ne sont guère prompts à s'adonner aux exercices physiques à la fin de leur journée à l'usine. C'est du moins ce qu'avance Léon Jouhaux, secrétaire de la CGT, en 1919 : « À l'ouvrier exténué par sa tâche quotidienne qui rentrait las de son labeur dans un logis déplaisant, il était difficile de demander de parfaire son instruction [...]. Quant à lui demander de faire du sport, c'eût été une amère dérision, n'est-il pas vrai ? »[28]

De plus en plus de militants prennent toutefois conscience que les vertus physiques du sport peuvent être réappropriées par les forces de gauche. Dès 1903, dans le quotidien socialiste *La Petite République*, le journaliste et professeur de culture physique Albert Surier objecte que

« le sport, possible au peuple, est indispensable à son perfectionnement intellectuel et moral. [...] Le prolétariat d'aujourd'hui est considérablement inférieur en force physique à la moyenne bourgeoise, qui depuis quelques années surtout s'est passionnément adonnée aux sports[29] ». *L'Humanité* encense régulièrement le ballon rond car « avec le football, particulièrement, le jeune homme apprend la nécessité de l'effort individuel mais au service d'une collectivité »[30]. Ce qui n'empêche pas le quotidien de Jaurès de dénoncer l'encadrement sportif d'une partie de la jeunesse par les patronages qui la tiennent savamment à distance des cercles de recrutement militant : « Patronages laïques et patronages cléricaux sont habiles, persévérants. Dès l'école, ils attirent les enfants chez eux les jeudis et les dimanches. L'enfant grandit, le voici apprenti et c'est alors qu'ils le retiennent en lui offrant selon ses goûts, de s'intéresser aux sports, à la gymnastique, à la musique. L'apprenti devient jeune homme, ils lui facilitent l'obtention du certificat d'aptitude militaire. Ils en font leur soldat. Ils le suivent au régiment même, les cléricaux surtout. Il est leur chose. Homme, ils ont toute chance de le garder à eux. Il reste perdu pour nous, le plus souvent parce que nous n'avons pas su préparer cet enfant à devenir un homme à nous. »[31]

Alors que le mouvement ouvrier s'unifie sous la bannière de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) en 1905, certains membres du parti se montrent sensibles à l'idée que le sport est un nouveau front de la lutte des classes et affirment qu'en tant que « sportifs socialistes », ils se doivent « de combattre le capitalisme dans le sport comme nous le combattons dans la vie politique et économique »[32]. Quelques militants de la SFIO dont Abraham Henri Kleynhoff, journaliste sportif à *L'Humanité*, proposent en 1907 de créer l'Union sportive du Parti socialiste, premier jalon du sport ouvrier autonome français. En novembre, ces militants appellent dans les colonnes de *L'Humanité* à une réunion dans le Xe arrondissement de Paris pour rédiger les statuts de cette association qui se donne pour missions de « développer la force musculaire et purifier les poumons de la jeunesse prolétarienne », d'offrir « un palliatif à l'alcoolisme et aux mauvaises fréquentations » et d'« amener au Parti de jeunes camarades ».

Dès l'année suivante est fondée la Fédération sportive athlétique socialiste (FSAS), organisation sportive ouvrière qui rassemble à sa naissance à peine moins d'une dizaine de clubs. « Nous voulons créer, à la portée de la classe ouvrière, des centres de distraction qui se développeront à côté du Parti et qui seront cependant, pour le Parti, des centres de propagande et de recrutement », déclarent ses fondateurs[33]. Les débuts sont modestes : en 1914, la fédération revendique 4 000 adhérents alors que les patronages catholiques en comptent 150 000 et l'USFSA 200 000. Le football s'impose cependant, auprès du mouvement ouvrier, comme un « véritable sport de caractère socialiste dans lequel les équipiers coordonnent tous leurs efforts et leur volonté en vue d'une action collective et d'un résultat d'ensemble »[34]. En 1909-1910, onze équipes provenant de six clubs participent au premier championnat travailliste de football. Quatre ans plus tard, une quarantaine d'équipes, issues de vingt clubs ouvriers, y prennent part[35].

Les clubs de football rouges composent alors au quotidien avec peu de moyens, mobilisant bénévolat militant, sociabilités ouvrières et solidarité familiale pour s'organiser au mieux. Le responsable de l'équipe est souvent à la fois entraîneur, arbitre et logisticien, et sa compagne, trésorière et administratrice du club. À sa création au début des années 1930, le Club populaire sportif du Xe arrondissement de Paris ne bénéficie par exemple d'aucune subvention ou infrastructure de la part de la fédération ou de la municipalité. Les footballeurs, qui financent l'achat de leurs propres maillots, s'entraînent en banlieue ou à la porte de Charenton, sur un terrain où « il était plus difficile de jouer d'un côté que de l'autre en raison de la déclivité »[36]. « On avait des chaussures, des survêtements qui n'étaient pas adaptés, se souvient un ancien joueur du club. On n'y pensait même pas. On a été très heureux. Il y avait une bonne camaraderie. »[37] En dépit des conditions matérielles précaires, l'ambiance chaleureuse, le plaisir de jouer ensemble et les retrouvailles dominicales transforment l'équipe en « bande de copains ». « Chaque fois, que l'on ait gagné ou perdu, on n'échappait pas à la choucroute chez Jenny. On se retrouvait ainsi une trentaine les soirs de match. Cela faisait une table très longue au rez-de-chaussée, rapporte un autre jeune footballeur de l'époque. C'était des retrouvailles amicales et c'était bien. »[38]

Les intenses débats politiques qui traversent le mouvement ouvrier, notamment après la révolution bolchevique de 1917, rejaillissent au sein de la sphère sportive travailliste. Pour contrer la mainmise de la bourgeoisie sur le sport, le courant léniniste exhorte la fédération sportive à aiguïser la conscience de classe et met en garde les « jeunes ouvriers [qui] pratiquent le football avec les classes bourgeoises », car comme l'indique le journal *Le Sport Alsacien* : « On sait que le sport est un moyen, et non le moindre, pour réduire les contradictions sociales. [...] Des gens en tenue de sport qui ne permet plus de reconnaître le riche du pauvre, et qui ont combattu pour les mêmes couleurs, sont devenus des amis pour la vie. »[39] De même, influencés par le mouvement soviétique culturel Proletkult et le modèle sportif de la « fizkultura », qui estimaient que la compétition sportive devait être abolie dans le cadre d'une révolution socialiste totale[40], les communistes condamnent la « compétition réservée aux as et non aux masses » quitte à « supprimer les championnats de football qui suscitent tant d'animosité entre les équipes »[41]. Aux yeux des révolutionnaires, le foot doit désormais devenir authentiquement prolétarien.

La scission de la gauche française lors du Congrès de Tours de 1920 entre communistes et socialistes se traduit également sur le plan sportif. Le football ouvrier se divise en deux organisations, la communiste Fédération sportive du travail (FST), qui se rallie à l'Internationale rouge sportive de Moscou en 1923, et l'Union des sociétés sportives et gymniques du travail (USSGT), fondée par les socialistes en 1925 et affiliée à l'Internationale sportive ouvrière socialiste[42]. Pour la FST, majoritaire, « le club sportif local demeure l'antichambre des organisations révolutionnaires »[43] et doit suivre la ligne de conduite stratégique du « classe contre classe » dictée par le Komintern[44]. En témoigne l'Étoile sportive de Gentilly qui, à sa création en 1930, proclame : « La bourgeoisie utilise le sport pour embrigader militairement les jeunes ouvriers

À lire un extrait de *Une Histoire populaire du football*, de
M. Correia

<https://www.contretemps.eu> redaction
et leur inculquer l'esprit chauvin. Le sport neutre n'existe pas. Vous ! Jeunes travailleurs, n'avez rien à faire dans ces formations de défense capitaliste. Seul votre développement corporel et moral de classe vous intéresse. Partout où vous vous trouvez, vous ne devez jamais oublier que vous êtes des ouvriers. C'est pourquoi, pour votre intérêt particulier, et dans l'intérêt de l'ensemble des travailleurs de Gentilly, vous viendrez nombreux à notre club. »[45]

Moins encline à la politisation radicale du sport, l'USSGT défend quant à elle l'accessibilité des activités sportives pour tous et s'attache à diffuser via ses clubs les « principes sportifs ouvriers » prônés par l'Internationale sportive ouvrière socialiste, comme l'« éducation dans le domaine de la solidarité, de la discipline et de l'esprit de sacrifice » ou l'amélioration de l'« état de santé de la classe ouvrière soumis aux dommages physiques résultant des méthodes de travail capitalistes et des conditions de vie modernes »[46]. Mais, alors que le mouvement ouvrier se fissure, le football se diffuse prodigieusement au sein des classes laborieuses. « Le football en France est un sport populaire, presque exclusivement populaire, affirme en 1926 *Le Miroir des Sports*. Il a pénétré profondément dans la masse. Il n'est pas exagéré de prétendre que la clientèle bourgeoise l'a beaucoup délaissé et qu'il n'a fait, parmi elle, que peu de conquêtes. »[47] En 1927, la FST revendique 160 équipes de foot auxquelles s'ajoutent une quarantaine d'équipes USSGT[48] et de nombreux clubs parisiens d'immigrés et réfugiés tels les Ashkénazes du Yiddischer Arbeiter Sporting Club ou les Espagnols de l'Armonia Deportivo.

Balle au pied, poing levé

Dans la région parisienne, les universités populaires et les coopératives ouvrières de consommation accompagnent sur le terrain les premiers pas du football ouvrier. Ces nombreuses structures autogérées - en 1907, on dénombre dans Paris et sa banlieue 41 sociétés coopératives de consommation et une trentaine d'universités populaires[49] - créent leurs propres clubs sportifs affiliés alors à la Fédération sportive athlétique socialiste (FSAS, avant la scission entre la FST communiste et l'USSGT socialiste). L'équipe de football du Club athlétique socialiste (CAS) de la Bellevilloise, coopérative ouvrière du XXe arrondissement, voit le jour en 1909 et organise un match amical avec l'équipe du Club sportif de la coopérative de l'Union à Amiens pour fêter le nouvel an 1910[50]. L'Avenir de Plaisance dans le XIVe arrondissement de la capitale, l'Utilité Sociale dans le XIIIe, l'Égalitaire dans le Xe ou encore le Progrès à Aubervilliers possèdent aussi leurs clubs de football destinés aux « camarades socialistes de ces quartiers si populaires »[51].

Les coopératives servent également de support à la vie associative des équipes de football ouvrier. Le premier club rouge, l'Union sportive du Parti socialiste, célèbre ainsi le 1er mars 1908 sa naissance à la salle des fêtes de l'Égalitaire. L'Utilité sociale héberge à sa création le Club sportif de la Jeunesse socialiste du XIIIe arrondissement ainsi que le siège de la FSAS durant la Première Guerre mondiale. Le CAS de la Bellevilloise assure une permanence chaque matin à la buvette de la coopérative et le trésorier du club y donne ses rendez-vous[52]. La fédération sportive ouvrière recourt même à l'Harmonie de la coopérative pour animer ses manifestations sportives et y organise des meetings autour de sa politique associative.

Les coopératives ouvrières sont néanmoins soucieuses de préserver la diversité politique de leurs organisations économiques qui brassent autant des socialistes que des libertaires, des communistes comme des ouvriers non politisés. Certains clubs issus des coopératives dénoncent même régulièrement les tentatives de la FSAS d'imposer aux licenciés l'encartement politique au parti. Lors d'un congrès fédéral sportif en 1913, l'Étoile sportive socialiste de l'Utilité sociale propose sans succès que les coopératives et les syndicats puissent siéger au sein de la direction des sociétés

sportives. Quant au club de l'Égalitaire, afin de ne pas effaroucher les « jeunes gens épris d'idées anarchistes ou libertaires », il suggère, en pure perte, à la FSAS d'adopter un nom se référant moins explicitement au socialisme[53].

Suite aux victoires communistes et socialistes lors des élections municipales de 1925 et 1929 dans la banlieue parisienne mais aussi à Lille, Roubaix ou Toulouse, de nombreux élus volontaristes participent pour leur part à l'essor local du football ouvrier. Dès 1926, le communiste Georges Marrane, nouvellement élu maire d'Ivry, interpelle ainsi son parti : « Il faudrait intervenir auprès des municipalités communistes pour arriver à obtenir des terrains de sport dans la banlieue parisienne. Si les jeunes ouvriers vont de préférence aux clubs bourgeois, c'est parce que ceux-ci disposent de beaux terrains. »[54] L'élu inaugure ainsi en 1926 le stade Lénine sur sa commune et l'Union sportive du travail d'Ivry, affiliée à la FST, reçoit le soutien de l'équipe municipale, passant dès lors de 39 adhérents en 1925 à 450 en 1933[55]. Le journal *Le Populaire* du 7 mars 1930 énumère les nouvelles installations sportives exemplaires de la municipalité socialiste de Pantin qui comportent deux terrains de football avec « eau et vestiaire sur le stade ». Quant au Club athlétique ouvrier de Villejuif, adhérent à la FST, son siège est déplacé d'un débit de boissons directement à la mairie devenue communiste en 1925. Les dirigeants du club, qui sont tous membres du conseil municipal, mettent en œuvre la politique sociale de la ville, facilitant l'adhésion pour les chômeurs dès 1933 ou organisant des matchs de soutien à la cause ouvrière[56].

La montée en puissance du football ouvrier offre un nouvel espace de distinction et d'affirmation militantes sur la scène sportive et municipale. Les clubs rouges déploient un ensemble de pratiques de solidarité pour leurs membres autant que pour l'ensemble de la communauté ouvrière. Les équipes offrent par exemple à leurs jeunes joueurs partis pour le service militaire le « sou du soldat ». Originellement instituée par la CGT en 1900, cette contribution financière, à la fois solidaire et antimilitariste, consiste à envoyer quelques francs aux ouvriers syndiqués incorporés dans l'armée afin qu'ils gardent le contact avec les sphères militantes.

De nombreux matchs sont aussi organisés au profit des luttes ouvrières. Ce sera par exemple le cas lorsque l'Union sportive ouvrière d'Halluin rencontre la Jeunesse sportive ouvrière de Puteaux au vélodrome de Vincennes dans l'optique de soutenir les grandes grèves de 1928-1929 dans les usines textiles d'Halluin[57]. D'autres sont l'occasion de porter des mots d'ordre directement politiques : une rencontre « mouvementée » opposant l'AS Roma au Stade de Paris le 29 décembre 1929 est interrompue par quelque 200 militants communistes et réfugiés politiques italiens qui scandent « des vociférations antifascistes » dans les tribunes et dont certains sont arrêtés pour « cris hostiles au gouvernement »[58].

Les clubs ouvriers manifestent leur appartenance politique dans leurs intitulés, utilisant de façon récurrente des termes tels « étoile », « prolétarienne », « ouvrier », « travail », « populaire » ou encore « socialiste », et via leurs maillots qui se déclinent en rouge, parfois teintés de noir et souvent frappés d'une étoile. Lors des rencontres sportives ouvrières, les stades sont systématiquement parés de drapeaux rouges, les footballeurs chantent *L'Internationale* en début de match et les supporters scandent dans les tribunes « Front Rouge ! », « Sport Rouge ! » ou « Vive les Soviets ! »[59]. L'hymne sportif de la fédération communiste assure que « La FST, grande famille/T'accueillera, frère ouvrier/Car son marteau et sa faucille/Pour tous les parias doivent briller ». En 1928, lors d'épreuves mises sur pied par la FST au stade Pershing de la ville de Paris, les écussons tricolores, « symboles néfastes des brutales équipes chauvines », sont arrachés et remplacés par les « étendards écarlates des organisations ouvrières »[60]. Les avant-matchs et les mi-temps sont également propices à la mobilisation et à la propagande politiques. En 1934, au stade Aimé Saunier de Bobigny, des militants communistes prennent la parole à la mi-temps pour appeler à la lutte contre le fascisme et l'imminence de la guerre. La même année, au stade de l'Unité de Saint-Denis, un match opposant le Club sportif ouvrier dionysien à une équipe londonienne est

600 personnes enjoignant les ouvriers de rejoindre la fédération sportive[61]. Enfin, comme le souligne le journaliste sportif et spécialiste du foot ouvrier Nicolas Kssis-Martov, l'appellation des compétitions puise dans la mémoire des luttes et l'histoire ouvrière[62]. Dès 1920, est instaurée une Coupe nationale de football Jean Jaurès et le vainqueur de la Coupe des clubs métallos se voit attribuer un prix Benoît Frachon, intitulé ainsi en hommage au dirigeant syndicaliste communiste. L'Union des Syndicats CGTU organise en 1927 un Challenge Dzerjinski, du nom du patron de la Tcheka, la police politique soviétique, décédé l'année précédente, et un tournoi inter-dépôts est baptisé Yves Maurice en mémoire d'un chauffeur tué lors de la grève des taxis de février 1934[63].

Vers un football antifasciste

L'affiliation de chacune des deux fédérations sportives ouvrières françaises à l'Internationale rouge sportive (IRS), organisation communiste fondée en 1921 sous la tutelle du Komintern, ou à l'Internationale sportive ouvrière socialiste (ISOS), structure d'obédience socialiste née en 1913, offre la possibilité à certains footballeurs de participer à des compétitions placées sous le sceau de l'internationalisme ouvrier. Durant l'été 1928, une délégation de sportifs de la FST est envoyée à Moscou pour les premiers jeux internationaux créés sous l'impulsion de l'Union soviétique, les Spartakiades (le nom fait référence à Spartacus, le gladiateur rebelle qui prit la tête du soulèvement des esclaves contre l'élite romaine). Réunissant une douzaine de pays, l'IRS conçoit cet événement sportif à la fois comme une démonstration de la culture physique soviétique au service du mouvement révolutionnaire et comme un contre-rassemblement en opposition au sport bourgeois (les Jeux olympiques d'été 1928 se déroulent alors à Amsterdam)[64]. Mettant à l'honneur les sportifs ouvriers et permettant aux autorités soviétiques de faire visiter, entre deux épreuves, les usines ou les hôpitaux de la « patrie du prolétariat » aux athlètes étrangers, les Spartakiades de Moscou sont saluées par les communistes français comme la preuve éclatante de l'« apparition d'une nouvelle race, créée par la bienfaisance de tout un système politique »[65].

Les Spartakiades servent également de relais pour la politique du « classe contre classe » énoncée par le Komintern. Alors que l'ISOS organise depuis 1925 des Olympiades ouvrières, les Spartakiades sont en effet l'occasion, pour les Soviétiques et leurs soutiens, de marquer leur différence avec les « socio-traîtres ». Qualifiées de « laquais des groupes bourgeois jaunes »[66], les sociétés sportives socialistes, pourtant invitées, refusent d'aller à Moscou en 1928. Les deuxièmes Spartakiades, qui se tiennent à Berlin en 1931, sont échafaudées en opposition aux Olympiades ouvrières qui se sont déroulées une semaine plus tôt à Vienne. L'IRS dénonce alors les « social-fascistes » de l'ISOS et argue que seules les Spartakiades sont le véritable étendard de la « lutte contre la paupérisation due au système capitaliste, contre le fascisme et la menace de guerre impérialiste, et pour la défense de l'Union soviétique »[67].

En 1934, le Komintern opère néanmoins un changement stratégique radical au vu du contexte politique européen. Mussolini est au pouvoir depuis plus de douze ans, Hitler est arrivé à la tête de l'Allemagne en janvier 1933 et l'Espagne commence à se déchirer entre nationalistes et républicains. Moscou appelle donc les communistes à former avec les entités socialistes un front uni contre la menace fasciste. Dans cette perspective, les Spartakiades de l'été 1934, qui se tiennent à Paris, sont baptisées « Rassemblement international des sportifs contre le fascisme et la guerre ». Le temps est à l'unité tant sportive que politique et la FST, affiliée à l'IRS et organisatrice de ces jeux, convie les socialistes de l'ISOS via sa section française, l'USSGT, à s'associer à ces rencontres. Quelque 3 000 athlètes communistes et socialistes issus de 18 pays différents inaugurent alors début

août le rassemblement sportif antifasciste au stade Pershing devant 20 000 spectateurs[68]. Sportifs de la FST et de l'USSGT défilent sous une même banderole « Sport Rouge, Front Rouge » pour manifester la dynamique unitaire en marche au sein du mouvement sportif ouvrier.

Alors que l'ISOS avait dès 1932 tenté de mettre en place un championnat d'Europe du football ouvrier, vite avorté suite à la disparition des sections ouvrières allemandes et autrichiennes après l'arrivée au pouvoir des nazis[69], une Coupe du monde du football ouvrier est organisée dans le cadre de ce Rassemblement international des sportifs contre le fascisme et la guerre. En réponse à la Coupe du monde officielle qui s'est tenue deux mois auparavant dans l'Italie fasciste et qui fut un incroyable outil de propagande au service du Duce [voir chapitre 6], la Coupe du monde du football ouvrier entend dépasser les chauvinismes sciemment « entretenus par la bourgeoisie » et être une vitrine de la solidarité internationale entre les peuples[70]. Douze équipes de football, dont les États-Unis, participent à cette compétition mondiale du 11 au 14 août 1934. En raison de la répression nazie contre le mouvement ouvrier, l'Allemagne est en revanche absente de la compétition. Une équipe d'Alsace et une équipe de Sarre sont cependant conviées, en témoignage des préoccupations pacifistes des organisateurs. Une formation soviétique est également invitée, au grand dam des autorités françaises qui n'apprécient guère ce tumulte sportif révolutionnaire - le 10 août, de sévères affrontements opposent des sportifs communistes aux forces de l'ordre à la gare du Nord.

La Coupe du monde du football ouvrier entend par ailleurs proposer un véritable contre-modèle aux compétitions à la fois mercantiles et nationalistes promues par la FIFA. Ce Mondial ouvrier est ainsi arrimé au Rassemblement international des sportifs contre le fascisme et la guerre, marquant le refus de la séparation, de la spécialisation et de l'apolitisation des différentes disciplines sportives[71]. De même, le football ouvrier ne dissocie pas les niveaux de pratique, des tournois régionaux entre clubs rouges locaux se déroulant en même temps que la Coupe. Les joueurs français eux-mêmes prennent part au bon déroulement de la rencontre, allant solliciter l'hébergement pour leurs camarades auprès des cafés qu'ils fréquentent, collant des affiches dans la rue ou distribuant 400 000 tracts pour l'événement dans les bus de la ville[72]. La Coupe ouvrière n'a pas non plus programmé de phases éliminatoires : chaque équipe invite l'autre dans le cadre de liens noués entre fédérations sportives. Enfin, les matchs sont évidemment chargés d'une dimension politique. Deux équipes hollandaises, affiliées respectivement à l'IRS et à l'ISOS, disputent ainsi une rencontre en faveur d'Ernst Thälmann, le secrétaire général du Parti communiste allemand emprisonné dès 1933 par le régime nazi. La Coupe est également l'occasion de montrer l'ancrage territorial du football rouge : les poules se jouent aux stades municipaux de Clichy, de Saint-Denis ou d'Ivry. Quant à la finale, elle se déroule au vélodrome Buffalo de Montrouge où, suprématie prolétaire oblige, l'Union soviétique l'emporte face à l'équipe norvégienne de l'ISOS.

Les balbutiements de la réunification du mouvement ouvrier mondial lors du Rassemblement international des sportifs contre le fascisme et la guerre galvanisent la dynamique de rapprochement entre la FST et l'USSGT. Au-delà des consignes de création d'un front uni émanant du Komintern, la situation internationale, marquée par l'accession au pouvoir de Hitler par les urnes, et l'atmosphère politique en France font craindre que les divisions entre socialistes et communistes fassent le lit d'une victoire électorale du fascisme dans l'Hexagone. Les émeutes antiparlementaires des ligues d'extrême droite devant l'Assemblée nationale du 6 février 1934 - perçues comme une tentative de coup d'État par les forces de gauche - et la contre-manifestation du 12 février où cortèges socialistes et communistes convergent en scandant « Unité ! », renforcent chez les sportifs ouvriers l'idée qu'il est désormais urgent de se coaliser[73].

Suite au succès de cet été sportif unitaire et antifasciste, les militants entrevoient désormais dans la fusion de la FST et de l'USSGT un test grandeur nature de la logique d'union du Front populaire qui prévaudra lors des élections législatives de mai 1936. Le 1er novembre 1934, Raymond Guyot,

dirigeant des Jeunesses communistes, déclare déceler dans ce rapprochement sportif une préfiguration du Front populaire permettant d'« aller devant les travailleurs de France avec l'exemple précis d'un congrès de fusion de l'unité organique d'une grande organisation »^[74]. C'est avec ce lourd poids politique sur les épaules que le congrès de l'unité sportive rouge, sous une banderole frappée d'un « En avant pour l'unité internationale », réunit les délégués de la FST (représentant 12 000 licenciés) et de l'USSGT (6 000 adhérents) le 24 décembre 1934 à la Maison des Syndicats dans le Xe arrondissement de Paris. Lors des débats publics, Georges Marrane, le maire communiste d'Ivry, expose à la tribune : « L'unité totale de la classe ouvrière étant encore impossible, nous la voulons là où c'est possible. Nous ne voulons pas de l'unité des militants communistes et socialistes dans les camps de concentration comme en Allemagne. »^[75] À l'unanimité, les mains se lèvent pour la création de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). La charte constitutive de la nouvelle fédération débute par une véritable profession de foi antimilitariste et antifasciste : « Devant les menaces fascistes et les dangers de guerre, les organisations sportives des travailleurs ne sauraient prolonger plus longtemps leur division, ne méconnaissant pas les enseignements qui se dégagent des durs combats que la classe ouvrière des autres pays (Allemagne, Autriche, Italie, Lettonie) a dû engager contre des adversaires dont la victoire n'a été possible qu'en raison de la division ouvrière. »

À peine quelques mois après sa création, sous le slogan « Pas un sou, pas un homme pour les JO de Berlin ! », la FSGT mène une campagne de boycott contre la tenue des Jeux olympiques de 1936 à Berlin. La fédération se prépare également à participer à l'Olympiade populaire de Barcelone, manifestation alternative aux « Jeux de la honte » et qui n'attend pas moins de 6 000 sportifs ouvriers dont de nombreux exilés politiques^[76]. « Nous luttons pour avoir des stades, des terrains, des subventions, précise Sport, le journal officiel de la fédération, le 10 avril 1935. [...] Nous voulons une jeunesse saine et solide, mais nous ne voulons pas la livrer aux mains des militaristes, des chauvins, des fascistes. Pas de sport au service des marchands de canons ! »

Ce sont pourtant les canons qui mettront fin à la tenue de ces Olympiades antifascistes de Barcelone. Le soir du 18 juillet 1936, la veille même de la cérémonie d'ouverture au stade de Montjuïc, le général Franco déclenche un soulèvement militaire pour destituer le Frente popular, élu en février. Certains sportifs antifascistes descendent dans les rues de Barcelone et participent aux premières batailles de la Guerre civile d'Espagne à l'instar d'Emanuel Mink, footballeur juif polonais d'Anvers qui s'engage au sein des Brigades internationales et restera en Espagne jusqu'en 1939. D'autres rejoindront la colonne Durruti ou encore le bataillon Thälmann et déclareront par la suite : « Nous étions venus défier le fascisme sur un stade et l'occasion nous fut donnée de le combattre tout court. »^[77]

Notes

[1] *L'Auto*, 3 avril 1904, cité in Julien SoRez, *Le Football dans Paris et ses banlieues. Un sport devenu spectacle*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2013, p. 131.

[2] *Le Sport Universel Illustré*, 24 décembre 1898.

[3] Alfred Wahl, *op. cit.*

[4] *Ibid.*, p. 79.

[5] Julien soRez, *op. cit.*, p. 139.

[6] *Ibid.*, p. 141.

[7] *Le Football Association*, 21 mai 1921, cité in

Julien SoRez, *op. cit.*, p. 142.

[8] Alfred Wahl, *op. cit.*

[9] *La Revue Athlétique*, 25 mars 1890.

[10] Alfred Wahl, *op. cit.*

[11] Neville tunmeR et Eugène FRaysse, *Football association*, Armand Colin, Paris, 1897, p. 76.

[12] *Les Jeunes*, 5 février 1903.

[13] *Les Sports athlétiques*, 24 février 1894.

[14] Cité in Jean legoy, *Cultures havraises. 1895-1961*, EDIP, Saint-Étienne-du-Rouvray, 1986.

[15] Alfred Wahl, *op. cit.*

[16] Patrick FRidenson, « Les ouvriers de l'auto- mobile et le sport », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 79, n° 1, 1989.

[17] Jean FeRette, *La Société métallurgique de Nor- mandie. Grandeur et déclin d'une communauté ouvrière*, L'Harmattan, Paris, 2012.

[18] Jean legoy, *op. cit.*

[19] Cité in Patrick FRidenson, *loc. cit.*

[20] Jean-Marie BRohm, *Sociologie politique du sport*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1992 [1976].

[21] Cité in Patrick FRidenson, *loc. cit.*

[22] André mouRoux, « Du ballon rond à la tôle. Club Olympique de Billancourt », *De Renault frères constructeurs automobiles à Renault Régie Nationale*, tome 4, n° 23, décembre 1981.

[23] *Ibid.*

[24] *Ibid.*

[25] *Le Pays de Montbéliard*, 21 août 1929.

[26] Patrick FRidenson, *loc. cit.*

[27] Nicolas kssis-marTov *et al.*, *La FSGT. Du sport rouge au sport populaire*, La Ville Brûle - Sport et plein air, Montreuil, 2014, p. 11.

[28] Léon Jouhaux, « Huit heures de loisirs, qu'en ferons-nous ? », *Floréal*, numéro programme, août 1919.

[29] *La Petite République*, 6 décembre 1903.

[30] *L'Humanité*, 29 mars 1910, cité in « Exista-t-il un foot "rouge" en France ? », *Never trust a marxist in football !* (So Foot Blog), 11 septembre 2010.

[31] *L'Humanité*, 2 juin 1914.

[32] *L'Humanité*, 26 janvier 1914.

[33] *Le Socialiste*, 9-16 mai 1909, cité in Nicolas

kssis-maRtov *et al.*, *op. cit.*, p. 12.

[34] *L'Humanité*, 17 avril 1911, cité in *ibid.*, p. 22.

[35] Nicolas kssis-maRtov, « Le mouvement ouvrier balle au pied, culture populaire et propagande politique : l'exemple du football travailliste en région parisienne (1908-1940) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 88, 2002, p. 93-104.

[36] Patrick duBeChot et Henri ségal, *CPS X, Un club populaire et sportif au cœur de l'histoire du xe arrondissement de Paris*, Éditions du CPS X, Paris, 2002.

[37] *Ibid.*

[38] *Ibid.*

[39] *Le Sport Alsacien*, 3 mars 1922, cité in Alfred

Wahl, *op. cit.*, p. 194.

[40] André gounot, « Le sport travailliste euro-péen et la *fizkul'tura* soviétique : critiques et appropriations du modèle "bourgeois" de la compétition (1893-1939) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 120, 2013, p. 33-48.

[41] *Le Sport ouvrier*, 5 octobre 1923, cité in Patrick FRidenson, « Les ouvriers de l'auto-mobile et le sport », *loc. cit.*

[42] Fabien saBatieR, « Essai sur les mémoires militantes du sport communiste français. Première approche du cas colonial (1923-2011) », *Migrations Société*, vol. 137, n° 5, 2011, p. 129-144.

[43] *Le Sport ouvrier*, 20 novembre 1924, cité in « Quand patrons et ouvriers se disputaient le foot entre les deux guerres », *Never trust a marxist in football !* (So Foot Blog), 12 décembre 2012.

[44] Marc giovaninetti, « 1928-1929, "classe contre classe" : les sportifs ouvriers peuvent-ils se mesurer aux sportifs bourgeois ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 120, 2013, p. 49-60.

[45] Madeleine leveau-FeRnandez, *Histoire du Val de Bièvre des origines aux années 1970*, Éditions de l'écomusée du Val-de-Bièvre, Fresnes, 2015.

[46] Franz VandeRsmissen, *Le Sport ouvrier*, Publications de la Centrale d'éducation ouvrière, n° 3, L'Églantine, Bruxelles, 1929.

[47] Cité in Alfred Wahl, *op. cit.*

[48] Nicolas kssis-maRtov, « Le mouvement ouvrier balle au pied », *loc. cit.*

[49] Voir « Les sociétés coopératives de consommation », *Revue des Deux Mondes*, tome 47, 1908 ; et Lucien meRCieR, *Les Universités populaires : 1899-1914. Éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1986.

[50] Nicolas kssis-maRtov, « La Bellevilloise et le sport ouvrier », in Jean-Jacques meusy (dir.), *La Bellevilloise. Une page de l'histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français (1877-1939)*, Creaphis, Grane, 2001.

[51] Cité in Patrick duBeChot et Henri ségal,

1. *cit.*

[52] Nicolas kssis-maRtov, « La Bellevilloise et le sport ouvrier », *loc. cit.*

[53] *Ibid.*

[54] Nicolas kssis-maRtov *et al.*, *La FSGT*, *op. cit.*

[55] « Union sportive d'Ivry : histoire d'un club travailliste en banlieue rouge », *Never trust a marxist in football !* (So Foot Blog), 11 octobre 2013.

[56] Julien soRez, *op. cit.*, p. 110.

[57] Nicolas kssis-maRtov *et al.*, *La FSGT*, *op. cit.*

[58] *Journal des débats politiques et littéraires*, 31 décembre 1929 ; et *Journal de Roubaix*, 30 décembre 1929.

[59] Julien soRez, *op. cit.*, p. 197.

[60] *L'Humanité*, 9 avril 1928.

[61] Julien soRez, *op. cit.*, p. 195.

[62] Nicolas kssis-maRtov *et al.*, *La FSGT*, *op. cit.*

[63] *Ibid.*

[64] André gounot, « Les Spartakiades internationales, manifestations sportives et politiques du communisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 88, 2002, p. 59-75

[65] *Ibid.*

[66] Franz VandeRsmisssen, « Le Sport ouvrier »,

1. *cit.*

[67] André gounot, *loc. cit.*

[68] *Ibid.*

[69] André gounot, « Le sport travailliste européen et la *fizkul'tura* soviétique... », *loc. cit.*

[70] Nicolas kssis-maRtov *et al.*, *La FSGT*, *op. cit.*

[72] Julien soRez, *op. cit.*, p. 114.

[73] Alain ehRenBeRg, « Note sur le sport rouge (1910-1936) », *Recherches*, n° 42, avril 1980.

[74] Cité in Nicolas kssis-maRtov, « Le réseau Sport libre et la persécution des sportifs juifs sous l'Occupation. La Résistance face à l'antisémitisme d'État dans le sport », in Georges Bensoussan et al. (dir.), *Sport, corps et sociétés de masse. Le projet d'un homme nouveau*, Armand Colin, Paris, 2012.

[75] *Ibid.*

[76] André gounot, Denis Jallat et Benoît CaRitey, *Les Politiques au stade. Étude comparée des manifestations sportives du xixe au xxie siècle*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2007.

[77] Cité in Pascal BoniFaCe, *JO politiques. Sport et relations internationales*, Eyrolles, Paris, 2016. p. 59.